

**3 AVRIL 2000. — Arrêté du Gouvernement fixant la procédure de reconnaissance et de classement des fédérations et associations sportives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 novembre 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 7 décembre 1999;

Vu la délibération du Gouvernement le 13 janvier 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 1<sup>er</sup> mars 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, de la Culture et des Sports;

Après délibération du Gouvernement le 30 mars 2000,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° le Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française ayant les Sports dans ses attributions;

3° le décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;

4° l'administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française;

5° le Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *De l'introduction et de l'examen des demandes de reconnaissance*

**Art. 2.** Pour être reconnues, les fédérations sportives, une association de fédérations sportives francophones, l'association du sport scolaire, l'association du sport dans l'enseignement supérieur, une association de coordination du mouvement sport pour tous introduisent une demande à l'administration sur formulaires fournis par celle-ci.

**Art. 3.** Les demandes de reconnaissance, ainsi que leurs annexes, sont adressées à l'administration sous pli recommandé à la poste.

**Art. 4.** Les fédérations sportives joignent à leur demande de reconnaissance les documents ci-après :

1° une copie de leurs statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

2° une copie de tous règlements pris en application de leurs statuts;

3° la liste actualisée de leurs cercles affiliés mentionnant, pour chacun d'entre eux, le siège ainsi que le nombre de membres pratiquants différenciés par âge et par sexe;

4° la liste à jour des membres de leur organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées;

5° un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours.

Dans le cas où la fédération sportive qui sollicite sa reconnaissance émane d'une organisation sportive nationale, les activités exercées dans le cadre national peuvent être prises en considération;

6° une copie de la police d'assurance couvrant la responsabilité civile et la réparation des dommages corporels de leurs membres ou, en cas d'assurance souscrite directement par les cercles affiliés ou tout autre structure intermédiaire, un document mentionnant les principales dispositions des contrats relatifs à cette couverture;

7° une copie des statuts et la composition de l'organe de gestion de la fédération nationale dont la fédération sportive est, le cas échéant, partie composante;

8° la liste des mesures disciplinaires prévues en cas de non-respect par les membres des dispositions prévues par la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et le respect des impératifs de santé dans la pratique sportive;

9° une copie de leur règlement médical contenant, notamment, la fréquence des examens médicaux en liaison avec le niveau de pratique;

10° le cas échéant la liste des dispositions envisagées pour déterminer le montant de l'indemnité de formation due à l'occasion de transferts de sportifs et la procédure de liquidation de ces indemnités;

11° la liste des instances sportives communautaire, nationale, internationale ou olympique avec lesquelles la fédération est organiquement en relation;

12° le relevé des mesures envisagées pour assurer la sécurité de ses membres et des participants aux activités mises sur pied par elle-même.

**Art. 5.** Une association de fédérations sportives francophones joint à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

2° une copie de tous règlements pris en application de ses statuts;

3° la liste à jour des fédérations sportives qui en sont membres;

4° la liste à jour des membres de son organe de gestion, reprenant les noms, adresses, fonctions exercées au sein de l'association et au sein de la fédération sportive dont est issu chacun d'eux.

**Art. 6.** L'association du sport scolaire joint à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous règlements pris en application de ses statuts;
- 3° la liste à jour des fédérations sportives scolaires de chacun des réseaux d'enseignement fondamental et secondaire qui en sont membres;
- 4° la liste à jour des membres de son organe de gestion, reprenant les noms, adresses, fonctions exercées ainsi que l'identification de la fédération sportive scolaire dont ils sont le représentant;
- 5° pour chacune des fédérations sportives scolaires membres :
  - a) une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
  - b) une copie de tous règlements pris en application de ses statuts;
  - c) un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance de l'association du sport scolaire plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours;
  - d) la liste à jour de leurs cercles affiliés mentionnant pour chacun d'entre eux le siège ainsi que le nombre de membres pratiquants différenciés par âge et par sexe;
  - e) la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées;
  - f) tout document prouvant que ses membres sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

**Art. 7.** L'association du sport dans l'enseignement supérieur joint à sa demande de reconnaissance les documents ci-après :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous règlements pris en application de ses statuts;
- 3° la liste à jour des centres sportifs dans l'enseignement supérieur qui en sont membres;
- 4° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées ainsi que l'identification du centre sportif dans l'enseignement supérieur dont ils sont le représentant;
- 5° pour chacun des centres sportifs dans l'enseignement supérieur membres :
  - a) une copie de ses statuts et règlements;
  - b) un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande de reconnaissance de l'association du sport dans l'enseignement supérieur plus, le cas échéant, un rapport d'activités relatif à l'année en cours;
  - c) la liste des membres de son organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées;
  - d) tout document prouvant que ses membres sont assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels;
  - e) la liste détaillée des infrastructures sportives dont il dispose pour développer ses activités.

**Art. 8.** Une association de coordination du mouvement sport pour tous joint à sa demande de reconnaissance les documents suivants :

- 1° une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;
- 2° une copie de tous règlements pris en application de ses statuts;
- 3° la liste à jour des membres de son organe de gestion reprenant les noms, adresses et fonctions exercées;
- 4° la liste de ses structures affiliées.

#### CHAPITRE III. — De l'octroi, de la non-reconnaissance, de la suspension et du retrait de la reconnaissance

**Art. 9.** Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi, de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait de reconnaissance.

La décision est prise endéans les six mois à dater de l'envoi de la demande de reconnaissance.

**Art. 10.** Toute décision prise en vertu de l'article 9 est notifiée à la fédération sportive ou à l'association concernée par courrier recommandé.

**Art. 11.** Dans les trente jours suivant la notification de la décision de non-reconnaissance, de suspension ou de retrait, la fédération sportive ou l'association peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé et contient les éléments suivants :

- 1° la motivation du recours;
- 2° les arguments ou éventuels éléments nouveaux que la fédération sportive ou l'association entend faire valoir;
- 3° l'identité de la ou des personnes qui représentent la fédération sportive ou l'association et qui souhaitent, le cas échéant, être entendues par le Conseil supérieur.

**Art. 12.** Après instruction du dossier, l'administration informe la fédération sportive ou l'association, par courrier recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

**Art. 13.** Le gouvernement arrête sa décision après avis du Conseil supérieur dans un délai de nonante jours à dater de celui-ci.

La fédération sportive ou l'association est informée de cette décision par courrier recommandé.

#### CHAPITRE IV. — *De l'absence de décision en matière de reconnaissance*

**Art. 14.** Un recours auprès du Gouvernement peut être introduit par la fédération sportive ou l'association concernée dans le cas où le Ministre n'a pas fait connaître sa décision endéans les six mois à dater de la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

**Art. 15.** Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé endéans les trente jours à dater de la fin du 6e mois qui suit la date d'introduction de la demande de reconnaissance.

Le Gouvernement arrête sa décision après avis du Conseil supérieur dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du recours.

#### CHAPITRE V. — *Du classement et de sa révision*

**Art. 16.** Le Ministre, après avis du Conseil supérieur, classe chaque fédération sportive reconnue conformément aux articles 16 et 17 du décret.

**Art. 17.** Pendant la durée de sa reconnaissance, une fédération sportive reconnue peut, sur la base de développements nouveaux intervenus dans l'organisation du sport, introduire une demande de modification de son classement.

**Art. 18.** Sous peine de nullité, cette demande est introduite par courrier recommandé auprès du Ministre.

Elle précise la motivation de la demande ainsi que les éléments nouveaux que la fédération sportive entend faire valoir.

**Art. 19.** La décision est prise par le Ministre, après avis du Conseil supérieur.

**Art. 20.** Pendant la durée de la reconnaissance, sur la base de développements nouveaux intervenus dans l'organisation du sport, le Ministre peut d'office, après avis du Conseil supérieur, modifier le classement d'une fédération sportive.

Préalablement à sa décision le Ministre, par courrier recommandé, informe la fédération sportive de son intention de modifier son classement.

Celle-ci peut faire valoir ses arguments dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier recommandé.

**Art. 21.** Toute décision relative au classement est notifiée à la fédération sportive intéressée par courrier recommandé.

**Art. 22.** Dans les trente jours suivant la notification de la décision prise en vertu des articles 16, 19 et 20, la fédération sportive peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

Sous peine de nullité, le recours est introduit par courrier recommandé et contient les éléments suivants :

1° la motivation du recours;

2° les arguments ou éventuels éléments nouveaux que la fédération sportive entend faire valoir;

3° l'identité de la ou des personnes qui représentent la fédération sportive et qui souhaitent, le cas échéant, être entendues par le Conseil supérieur.

**Art. 23.** Après instruction du dossier, l'administration informe la fédération sportive, par courrier recommandé, des date et heure auxquelles le Conseil supérieur examinera, pour avis, le recours.

A cette fin, le Conseil supérieur se réunit au plus tôt quinze jours après la date d'expédition du courrier recommandé.

**Art. 24.** Le Gouvernement arrête sa décision après avis du Conseil supérieur dans un délai de nonante jours à dater de celui-ci.

La fédération sportive est informée de cette décision par courrier recommandé.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 26.** Le Ministre ayant le Sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,

R. COLLIGNON

## VERTALING

N. 2000 — 1433

[2000/29193]

**3 APRIL 2000. — Besluit van de Regering tot bepaling van de procedure voor de erkenning en de rangschikking van de sportfederaties en de sportverenigingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 1999;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 7 december 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 januari 2000 over de aanvraag om advies dat de Raad van State moet uitbrengen binnen een termijn die niet langer dan een maand mag zijn;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 maart 2000, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 30 maart 2000,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen***Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° de Regering : De Regering van de Franse Gemeenschap;

2° de Minister : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Sport behoort;

3° het decreet : het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;

4° het bestuur : de Algemene Directie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

5° de Hoge Raad : de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens, ingesteld bij het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens bij de Executieve van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Indiening en onderzoek van de aanvragen tot erkenning***Art. 2.** Om erkend te worden dienen de sportfederaties, een vereniging van Franstalige sportfederaties, de vereniging voor sport op school, de vereniging voor sport in het hoger onderwijs, een vereniging voor de coördinatie van de beweging « Sport voor allen » een aanvraag in bij het bestuur op formulieren die door dit bestuur worden bezorgd.**Art. 3.** De aanvragen tot erkenning, alsook hun bijlagen, worden naar het bestuur bij een ter post aangetekende brief gezonden.**Art. 4.** De sportfederaties voegen bij hun aanvraag tot erkenning de volgende bescheiden :1° een afschrift van hun statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt.

2° een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van hun statuten werden genomen;

3° de bijgewerkte lijst van hun aangesloten clubs met vermelding, voor elke club, van de zetel alsook van het aantal leden die een sport beoefenen en die onderverdeeld worden volgens leeftijd en geslacht;

4° de bijgewerkte lijst van de leden van hun beheersorgaan waarin de namen, de adressen en de uitgeoefende functies worden vermeld;

5° het activiteitenverslag over het vorige jaar, over het jaar waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar.

Indien de sportfederatie die haar erkenning aanvraagt deel uitmaakt van een nationale sportorganisatie, dan mogen haar activiteiten uitgeoefend op nationaal vlak in aanmerking worden genomen;

6° een afschrift van de verzekeringspolis waardoor de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en de vergoeding voor lijfschade voor hun leden worden gedekt of, in geval van een verzekering rechtstreeks aangegaan door de aangesloten clubs of door gelijk welk andere tussenstructuur, een document met vermelding van de hoofdbepalingen van de contracten betreffende deze dekking;

7° een afschrift van de statuten en de samenstelling van het beheersorgaan van de nationale federatie waarvan de sportfederatie desgevallend een bestanddeel is;

8° de lijst van de tuchtmaatregelen die voorzien zijn ingeval de bepalingen voorgeschreven door de verordeningen en door de wetgeving die van toepassing zijn in de Franse Gemeenschap inzake dopingbestrijding en medisch verantwoorde sportbeoefening door de leden niet worden nageleefd;

9° een afschrift van hun medisch reglement waarin onder meer wordt bepaald hoe vaak de medische onderzoeken in verband met het niveau van de sportbeoefening worden uitgevoerd;

10° desgevallend, de lijst van de overwogen maatregelen om het bedrag te bepalen van de opleidingsvergoeding die verschuldigd is wanneer sportbeoefenaars worden getransfereerd alsook de procedure om deze vergoedingen uit te betalen;

11° de lijst van de communautaire, nationale, internationale of olympische sportinstanties waarmee de federatie organiek in betrekking is;

12° de opgave van de overwogen maatregelen om de veiligheid te verzekeren van haar leden en van de deelnemers aan haar eigen ingerichte activiteiten.

**Art. 5.** Een vereniging van Franstalige sportfederaties voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bescheiden :

- 1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat zij in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt;
- 2° een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van haar statuten werden genomen;
- 3° de bijgewerkte lijst van de sportfederaties die er lid van zijn;
- 4° de bijgewerkte lijst van de leden van hun beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de functies uitgeoefend in de vereniging en in de sportfederatie waaruit ieder onder hen komt.

**Art. 6.** De vereniging voor sport op school voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bescheiden :

- 1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt.
- 2° een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van haar statuten werden genomen;
- 3° de bijgewerkte lijst van de federaties voor sport op school van elk net van het basis- en secundair onderwijs die er lid van zijn;
- 4° de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de uitgeoefende functies alsook de identificatie van de federatie voor sport op school waarvan zij de vertegenwoordiger zijn;
- 5° voor elke federatie voor sport op school die lid is :
  - a) een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt.
  - b) een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van haar statuten werden genomen;
  - c) een activiteitenverslag over het jaar dat aan het jaar voorafgaat waarin de aanvraag tot erkenning van de vereniging voor sport op school werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar;
  - d) de bijgewerkte lijst van hun aangesloten clubs met vermelding, voor elke club, van de zetel alsook van het aantal leden die een sport beoefenen en die onderverdeeld worden volgens leeftijd en geslacht;
  - e) de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de uitgeoefende functies;
  - f) gelijk welk document waarmee bewezen wordt dat haar leden verzekerd zijn op het vlak van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade.

**Art. 7.** De vereniging voor sport in het hoger onderwijs voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bescheiden :

- 1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt;
- 2° een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van haar statuten werden genomen;
- 3° de bijgewerkte lijst van de sportcentra in het hoger onderwijs die er lid van zijn;
- 4° de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de uitgeoefende functies alsook de identificatie van het sportcentrum in het hoger onderwijs dat zij vertegenwoordigen;
- 5° voor elk sportcentrum in het hoger onderwijs dat lid is :
  - a) een afschrift van zijn statuten en reglementen;
  - b) een activiteitenverslag over het jaar dat aan het jaar voorafgaat waarin de aanvraag tot erkenning van de vereniging voor sport in het hoger onderwijs werd ingediend met daarbij, desgevallend, een activiteitenverslag over het lopende jaar;
  - c) de lijst van de leden van zijn beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de uitgeoefende functies;
  - d) gelijk welk document waarmee bewezen wordt dat zijn leden verzekerd zijn op het vlak van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade;
  - e) de gedetailleerde lijst van de sportinfrastructuren waarover het centrum beschikt om zijn activiteiten uit te voeren.

**Art. 8.** Een coördinatievereniging van de beweging « Sport voor allen » voegt bij haar aanvraag tot erkenning de volgende bescheiden :

- 1° een afschrift van haar statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* werden bekendgemaakt.
- 2° een afschrift van alle reglementen die bij toepassing van haar statuten werden genomen;
- 3° de bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met vermelding van de namen, de adressen en de uitgeoefende functies;
- 4° de lijst van haar aangesloten structuren.

*HOOFDSTUK III. — De toekenning, de niet-erkenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning*

**Art. 9.** De Minister wordt ermee belast beslissingen te treffen inzake toekenning, niet-erkenning, schorsing of intrekking van de erkenning.

De beslissing wordt genomen binnen de zes maanden te rekenen vanaf het opsturen van de aanvraag tot erkenning.

**Art. 10.** Van elke beslissing genomen krachtens artikel 9 wordt aan de sportfederatie of aan de betrokken vereniging kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

**Art. 11.** Binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing inzake niet-erkenning, schorsing of intrekking, kan de sportfederatie of de vereniging beroep instellen bij de Regering.

Op straffe van nietigheid moet het beroep worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief waarin de volgende gegevens zijn vervat :

- 1° de motivatie van het beroep;
- 2° de argumenten of de eventuele nieuwe elementen die de sportfederatie of de vereniging wil laten gelden;
- 3° de identiteit van de persoon (personen) die de sportfederatie of de vereniging vertegenwoordigt (vertegen-

woordigen) en die desgevallend wenst (wensen) gehoord te worden door de Hoge Raad.

**Art. 12.** Nadat het dossier werd onderzocht, deelt het bestuur aan de sportfederatie of aan de vereniging bij een ter post aangetekende brief de datum en het uur mede waarop de Hoge Raad het beroep zal onderzoeken alvorens advies uit te brengen.

Te dien einde komt de Hoge Raad ten vroegste vijftien dagen na de datum van het opsturen van de bij de ter post aangetekende brief samen.

**Art. 13.** De Regering bepaalt haar beslissing na advies van de Hoge Raad binnen de negentig dagen te rekenen vanaf dit advies.

De sportfederatie of de vereniging wordt over deze beslissing ingelicht bij een ter post aangetekende brief.

#### HOOFDSTUK IV. — *De ontstentenis van een beslissing inzake erkenning*

**Art. 14.** Beroep kan ingesteld worden bij de Regering door de sportfederatie of de betrokken vereniging indien de Minister zijn beslissing niet te kennen heeft gegeven binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de aanvraag tot erkenning werd ingediend.

**Art. 15.** Op straffe van nietigheid moet het beroep worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief binnen de dertig dagen te rekenen vanaf het einde van de 6e maand die volgt op de datum waarop de aanvraag tot erkenning werd ingediend.

De Regering bepaalt haar beslissing na advies van de Hoge Raad binnen de dertig dagen te rekenen vanaf het opsturen van dit beroep.

#### HOOFDSTUK V. — *De rangschikking en de herziening ervan*

**Art. 16.** De Minister, na advies van de Hoge Raad, rangschikt elke erkende sportfederatie overeenkomstig de artikelen 16 en 17 van het decreet.

**Art. 17.** Tijdens de duur van de erkenning, kan een erkende sportfederatie, op basis van de evolutie inzake organisatie van de sport, en aanvraag indienen om haar rangschikking te wijzigen.

**Art. 18.** Op straffe van nietigheid, wordt deze aanvraag bij de Minister ingediend bij een ter post aangetekende brief.

Daarin worden de motivatie van de aanvraag alsook de nieuwe elementen die de sportfederatie wil laten gelden nader bepaald.

**Art. 19.** De beslissing wordt door de Minister genomen, na advies van de Hoge Raad.

**Art. 20.** Tijdens de duur van de erkenning, kan de Minister, op basis van de evolutie inzake organisatie van de sport, de rangschikking van een sportfederatie ambtshalve wijzigen, na advies van de Hoge Raad.

Alvorens zijn beslissing te nemen, licht de Minister bij een ter post aangetekende brief, de sportfederatie in over zijn bedoeling haar rangschikking te wijzigen.

Zij kan haar argumenten laten gelden binnen de dertig dagen, te rekenen vanaf het opsturen van de bij ter post aangetekende brief.

**Art. 21.** Van elke beslissing inzake rangschikking wordt aan de betrokken sportfederatie kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

**Art. 22.** Binnen de dertig dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing genomen krachtens de artikelen 16, 19 en 20, kan de sportfederatie beroep instellen bij de Regering.

Op straffe van nietigheid moet beroep worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief waarin de volgende gegevens zijn vervat :

1° de motivatie van het beroep;

2° de argumenten of de eventuele nieuwe elementen die de sportfederatie of de vereniging wil laten gelden;

3° de identiteit van de persoon (personen) die de sportfederatie vertegenwoordigt (vertegenwoordigen) en die desgevallend wenst (wensen) gehoord te worden door de Hoge Raad.

**Art. 23.** Nadat het dossier werd onderzocht, deelt het bestuur aan de sportfederatie bij een ter post aangetekende brief de datum en het uur mede waarop de Hoge Raad het verhaal zal onderzoeken alvorens advies uit te brengen.

Te dien einde komt de Hoge Raad ten vroegste vijftien dagen na de datum van de verzending van de bij de ter post aangetekende brief samen.

**Art. 24.** De Regering bepaalt haar beslissing na advies van de Hoge Raad binnen de negentig dagen te rekenen vanaf dit advies.

De sportfederatie wordt over deze beslissing ingelicht bij een ter post aangetekende brief.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

**Art. 26.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. COLLIGNON